

peu ces provinces croira difficilement qu'une grande partie de cette terre inoccupée est réellement appropriée à l'exploitation payante, et une étude qui fait autorité et que le professeur W. B. Hurd a préparée pour le Comité consultatif de la Reconstruction, confirme cette impression.

Potentiel de terre arable

12. L'*Annuaire du Canada* place à environ 168 millions d'acres le potentiel de terre arable et inoccupée dans les neuf provinces; le professeur Hurd conclut que sur ce total de 27 à 29 millions d'acres seulement sont "d'accès facile" et "considérés physiquement convenables à la colonisation agricole par les experts des provinces où elles sont situées." Il ajoute que "ces chiffres estimatifs sont de 10 millions d'acres dans la province de Québec, ce qui pourrait fort bien excéder de 25 p. 100 ou plus une estimation modérée". En tout cas, les autorités provinciales du Québec "sont d'avis que toute les terres arables inemployées de la province seront nécessaires pour fournir des emplacements agricoles à l'augmentation de la population locale que l'on anticipe au cours des quelques prochaines décades". Il resterait donc de 17 à 19 millions d'acres qui, si l'on se base sur les pratiques d'utilisation de la terre des régions où elles sont situées, pourraient permettre l'établissement permanent de 70,000 à 80,000 colons. Les projets d'irrigation de la région des Prairies fourniront immédiatement, si jamais on les réalise, une augmentation nette de quelque 13,000 unités de fermes. Le potentiel total d'augmentation s'établit donc entre 83,000 et 93,000. Ces chiffres sont très approximatifs. Il faudrait une enquête minutieuse pour démontrer qu'une grande partie du programme d'irrigation proposé est pratiquement et économiquement réalisable.

13. En outre, il y a environ 12,000 cultivateurs sur des terres qui ne rendent pas suffisamment pour vivre, qui "devraient changer de terre" et "à qui les autorités provinciales donneraient la préférence dans la répartition des terres arables inemployées". Cette disposition abaisserait le total entre 71,000 et 81,000 fermes qui semblent s'offrir à la colonisation. Il faudrait en affecter un certain nombre aux militaires démobilisés, aux gens des campagnes qui retourneront à l'agriculture après avoir quitté les industries de guerre et à l'accroissement naturel de la population rurale qui est prête à cultiver la terre.

14. Au Manitoba et en Saskatchewan, "la demande éventuelle de propriétés agricoles dans les années d'après-guerre équivaudra à peu près à l'offre en perspective", et on peut en dire autant du reste du pays, sauf du nord de l'Alberta, du nord de l'Ontario et du centre de la Colombie-Britannique. Leurs potentiels combinés permettront l'établissement d'un peu plus de 50,000 nouvelles familles de cultivateurs mais le professeur Hurd considère qu'à peu près la moitié seulement, peut-être pas mal plus—ou un peu moins serait disponible pour les colons immigrants. De plus, les spécialistes provinciaux croient qu'il faudrait de dix à vingt ans pour mettre en valeur ce potentiel, même s'il était économiquement possible de s'y appliquer sans interruption et d'une façon ordonnée.

Ressources forestières et minérales.

15. Nos ressources forestières offrent d'autres possibilités à l'immigration, directement et indirectement, bien encore que sur ce plan il soit commun d'exagérer. Le total de nos terres boisées représente 35 p. 100 de la superficie totale des terres (Voir *Annuaire du Canada*, 1945 page 257), et un cinquième de ce pourcentage est compris aussi dans le potentiel de terre arable. Les terres boisées productives forment environ 22 p. 100 de la superficie totale des terres arables. (Les forêts improductives sont couvertes de petits arbres qui n'attein-